



Tous acteurs de l'**énergie**

Date du document : 24/05/2022

AVIS

CD-22e24-CWaPE-0905

PROPOSITION DE DÉSIGNATION DE RESA EN TANT QUE GESTIONNAIRE DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ POUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE COMBLAIN-AU-PONT ET FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER

Rendu en application de l'article 10 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ainsi que de l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux

Table des matières

1.	OBJET	3
2.	RETROACTES.....	3
3.	CADRE LÉGAL APPLICABLE.....	4
4.	ANALYSE DE LA CANDIDATURE	8
4.1.	<i>Proposition de la désignation par une commune, au terme d'une procédure transparente et non discriminatoire, basée sur des critères préalablement définis et publiés</i>	8
4.2.	<i>Détention par RESA d'un droit de propriété ou d'un droit garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau.....</i>	9
4.3.	<i>Respect des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité par RESA et ses filiales</i>	9
4.4.	<i>Capacité technique de RESA à gérer le réseau de distribution d'électricité concerné.....</i>	10
4.5.	<i>Capacité financière de RESA à gérer le réseau de distribution d'électricité concerné.....</i>	10
4.6.	<i>Absence d'enclavement.....</i>	10
4.7.	<i>RESA est le seul GRD proposé par la commune concernée pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire</i>	11
5.	AVIS.....	11

1. OBJET

Par courrier daté du 25 avril 2022, RESA a adressé à la CWaPE sa candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité (GRD « électricité ») pour le territoire des communes de Comblain-au-Pont et de Fexhe-le-Haut-Clocher, et ce conformément à l'article 20, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux (« AGW « GRD électricité » »).

Conformément à l'article 10, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (« décret électricité ») et à l'article 23 de l'AGW « GRD électricité », il revient à la CWaPE de transmettre au Gouvernement wallon, autorité compétente pour la désignation des GRD « électricité » actifs en Région wallonne, son avis motivé sur cette candidature, dans un délai de deux mois à dater de sa réception.

Il ressort des articles 20, § 3, et 22 de l'AGW « GRD électricité » que l'avis de la CWaPE sur la candidature du GRD « électricité » proposé par les communes doit porter sur le respect par ce dernier des conditions prescrites par ou en vertu du décret électricité et de ses arrêtés d'exécution.

Le présent avis a donc pour objet l'examen de la conformité au décret électricité de la candidature de RESA à la désignation en tant que GRD « électricité » pour les communes de Comblain-au-Pont et Fexhe-le-Haut-Clocher.

Conformément à l'article 23 de l'AGW « GRD électricité », la CWaPE transmet au Gouvernement, en annexe du présent avis, le texte intégral de la candidature de RESA.

2. RETROACTES

Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003¹, l'ALE, devenue ensuite TECTEO, a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire des communes de Comblain-au-Pont et Fexhe-le-Haut-Clocher, jusqu'au 26 février 2023.

À la suite de l'apport de sa branche d'activité « GRD électricité », réalisé en 2014 par TECTEO, cette désignation en tant que GRD a été transférée de plein droit à RESA par l'effet de l'article 10 du décret électricité.

Le 16 février 2021, le Ministre wallon de l'Energie a publié, au *Moniteur belge*, un avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région wallonne, dans lequel celui-ci invite les communes « *à initier, individuellement ou collectivement, un appel à candidature transparent et non discriminatoire afin de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution dans un délai d'un an à dater du présent appel pour ce qui concerne leur territoire* ».

Au cours de l'année 2021, les communes de Combain-au-Pont et de Fexhe-le-Haut-Clocher ont publié sur leur site internet un appel public à candidatures pour la gestion du réseau de distribution électrique sur leur territoire et ont transmis celui-ci à l'ensemble des GRD « électricité » actuellement actifs en Région wallonne.

Une seule société a répondu à ces deux appels : RESA.

¹ Publié par extrait au *Moniteur belge* du 26 février 2003.

Ces deux communes ont, après examen de l'unique candidature reçue, décidé de proposer la désignation de RESA en tant que gestionnaire de distribution d'électricité pour leur territoire respectif, à compter de l'échéance de la désignation en cours (délibération du conseil communal du 3 février 2022 pour la commune de Comblain-au-Pont et du 28 mars 2022, pour la commune de Fexhe-le-Haut-Clocher).

Par courrier daté du 25 avril 2022, RESA a adressé à la CWaPE, pour avis, sa candidature à la désignation en tant que GRD « électricité » pour le territoire de ces communes.

3. CADRE LÉGAL APPLICABLE

Les conditions prescrites par ou en vertu du décret électricité et de ses arrêtés d'exécution pour la désignation des GRD sont les suivantes :

1° la désignation doit être proposée par la commune sur le territoire de laquelle se trouve le réseau de distribution concerné, à la suite d'un appel public à candidats, sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés (article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret électricité) ;

2° le GRD proposé doit répondre aux conditions de désignation visées dans le décret électricité et disposer de la capacité technique et financière requise (article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret électricité). Les conditions de désignation visées dans le décret électricité sont détaillées ci-dessous ;

3° la désignation du GRD ne peut pas avoir pour conséquence un « enclavement » de la commune concernée, sauf si le gestionnaire de réseau de distribution est spécifique à la commune ou si la commune était déjà enclavée au moment de l'entrée en vigueur du décret du 8 novembre 2018 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du décret électricité).

Une commune enclavée est une « *commune dont tout ou partie du réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire de réseau de toutes les communes limitrophes* » (article 2, 52°, du décret électricité).

4° le GRD est le seul proposé par la commune pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire (article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, du décret électricité).

En ce qui concerne les conditions de désignation visées par le décret électricité (cf. le point 2° ci-dessus), celles-ci ne sont pas identifiées de manière précise en tant que telles par le décret. La CWaPE a donc retenu comme conditions de désignation, le respect de l'ensemble des obligations imposées aux GRD par le décret électricité qui sont susceptibles d'être respectées au moment de la candidature en tant que GRD, à l'exclusion de celles relatives à la manière d'accomplir les missions légales de GRD.

Ces obligations sont les suivantes :

1. Détenzione par le candidat GRD d'un droit de propriété ou d'un droit garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau (article 3 du décret électricité).
2. Respect des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité par le candidat GRD et ses filiales, à savoir :

- Article 6, § 1^{er}, du décret électricité :

« Le gestionnaire d'un réseau de distribution est une personne morale de droit public, qui peut prendre la forme d'une intercommunale ».

- Article 6, § 2, du décret électricité :

« Le gestionnaire de réseau a son siège social, son administration centrale et son siège d'exploitation en Région wallonne. Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition pour autant que le gestionnaire en question ait exercé l'activité de distribution sur ledit réseau lors de l'entrée en vigueur du présent décret. ».

- Article 6, § 3, du décret électricité :

« Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut gager, nantir, mettre en garantie ou engager de quelque manière les actifs liés à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution, en ce compris l'infrastructure du réseau, pour d'autres causes et activités que celle de gestionnaire de réseau de distribution. ».

- Article 7, alinéa 1^{er}, du décret électricité :

« Le gestionnaire de réseau de distribution, ainsi que le candidat gestionnaire de réseau de distribution remplit les conditions suivantes :

1° au minimum septante-cinq pour cent plus une des parts représentatives du capital du gestionnaire du réseau de distribution et au minimum septante-cinq pour cent plus un des droits de vote sont détenus par les pouvoirs publics ;

2° les parts détenues par les communes et les provinces le sont, soit directement, soit par l'intermédiaire direct d'une intercommunale pure de financement ;

3° à l'exception des pouvoirs publics et le cas échéant de leurs intercommunales pures de financement, un producteur, fournisseur ou intermédiaire, ou toute autre société liée ou associée, ne peut détenir, directement ou indirectement, des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution ;

4° le conseil d'administration est composé exclusivement d'administrateurs indépendants au sens du présent décret ;

5° si des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution sont détenues divisément par des pouvoirs publics détenant directement ou indirectement des participations dans le capital social d'un producteur, fournisseur ou intermédiaire, les statuts du gestionnaire du réseau de distribution empêchent que l'un de ces actionnaires puisse individuellement, directement ou indirectement, rejeter, bloquer ou imposer une décision ou faire obstacle à une prise de décision ;

6° les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives à la rémunération des administrateurs et titulaires d'une fonction dirigeante locale s'appliquent aux administrateurs et gestionnaires du gestionnaire de réseau de distribution ainsi qu'à sa ou ses filiales, quelle que soit leur forme juridique. ».

- Article 7bis du décret électricité :

« Sans préjudice de l'article 7, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut détenir directement ou indirectement des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts du gestionnaire de réseau de distribution stipulent que toute décision exige la majorité des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2° ;

2° ces statuts ne contiennent aucune disposition permettant aux actionnaires visés au présent article, individuellement ou collectivement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision ;

3° nonobstant l'article 1523-12, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les statuts du gestionnaire du réseau de distribution stipulent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o;

4° les statuts du gestionnaire du réseau de distribution prévoient que, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, ne peut acquérir ou vendre de parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau de distribution qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE ».

- Article 8, § 1^{er}, alinéas 2 à 4, du décret électricité :

« Le gestionnaire du réseau de distribution peut réaliser des activités de production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelable. L'électricité ainsi produite est exclusivement utilisée afin d'alimenter ses propres installations, pour compenser ses pertes de réseau et pour fournir les clients finals dans les cas prévus par le présent décret.

Il peut uniquement réaliser, directement ou par le biais de ses filiales, les activités relevant de sa mission de service public telles que définies par ou en vertu du décret.

Le gestionnaire de réseau de distribution ne détient pas directement ou indirectement des participations dans le capital de producteurs, fournisseurs, intermédiaires et communautés d'énergie renouvelable ».

- Article 8, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du décret électricité :

« Le gestionnaire du réseau de distribution ne réalise pas d'activité commerciale liée à l'énergie. Les activités commerciales visées à l'alinéa 1^{er} sont notamment la production d'énergie et la fourniture d'énergie aux clients finals hors cas prévus par le décret, les audits d'énergie, les services d'efficacité énergétique, ainsi que toute autre activité ne relevant pas directement de la mission de service public du gestionnaire de réseau ».

- Article 8, § 2bis, alinéas 1^{er} à 3, du décret électricité :

« Le gestionnaire du réseau de distribution tient, dans sa comptabilité interne, des comptes séparés pour ses activités de distribution, et le cas échéant, pour toutes les autres activités, en ce compris pour les activités dérogatoires autorisées conformément au paragraphe 2, de la même façon que si ces activités étaient exercées par des entreprises juridiquement distinctes.

Les comptes annuels reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultats pour chaque catégorie d'activités, ainsi que les règles d'imputation des postes d'actif et de passif et des produits et charges qui ont été appliquées pour établir les comptes séparés.

Les revenus de la propriété du réseau de distribution sont mentionnés dans la comptabilité ».

- Article 16, § 1^{er}, du décret électricité :

« Le gestionnaire de réseau de distribution dispose d'un personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement du gestionnaire de réseau de distribution, et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur, intermédiaire ou toute autre société liée ou associée, afin d'assurer l'exercice des missions visées à l'article 11. Moyennant accord de la CWaPE, il peut toutefois confier, seul ou en association avec un ou plusieurs gestionnaires de réseau de distribution, tout ou partie de l'exploitation journalière de ses activités visées à l'article 11 à une filiale constituée conformément au paragraphe 2 ».

- Article 16, § 2, du décret électricité :

« La filiale visée au paragraphe 1^{er} remplit les conditions suivantes :

1° la filiale constitue une entité juridiquement distincte de tout producteur, fournisseur ou intermédiaire ;

2° la filiale est détenue à cent pour cent par le ou les gestionnaires de réseau de distribution qui lui ont confié, en tout ou en partie, l'exploitation journalière de leur activité, et, le cas échéant, les actionnaires de ceux-ci. Les seuils de détention du capital social de la filiale respectent les prescrits de l'article 7, alinéa 1er, 1° et 2° du présent décret;

2bis° dans l'éventualité où les parts représentatives du capital social de la filiale seraient détenues divisément par des pouvoirs publics détenant directement ou indirectement des participations dans le capital social d'un producteur, fournisseur ou intermédiaire, les statuts de celle-ci empêchent que l'un de ces actionnaires puisse individuellement, directement ou indirectement, rejeter, bloquer ou imposer une décision ou faire obstacle à une prise de décision;

2°ter la filiale ne détient pas directement ou indirectement de parts représentatives du capital des producteurs, fournisseurs ou intermédiaires;

3° ses statuts appliquent des règles strictes de corporate governance prévoyant à tout le moins ce qui suit :

a) le conseil d'administration est composé uniquement d'administrateurs indépendants au sens de l'article 2, 200, et ceux-ci sont proposés parmi les membres du conseil ou des conseils d'administration du ou des gestionnaire(s) de réseaux associé(s),

b) le conseil d'administration élit en son sein un Comité Exécutif et Stratégique, composé exclusivement d'administrateurs indépendants, et compétent pour la préparation des décisions relatives aux missions visées à l'article 11,

c) le conseil d'administration crée en son sein les comités suivants qui assistent le conseil d'administration dans ses décisions ou qui ont une compétence d'avis :

- un comité d'audit, chargé au moins de l'examen des comptes et du contrôle du budget,*
- un comité d'éthique, tel que visé au § 1^{er},*
- un comité de nomination et de rémunération, chargé de faire des propositions au conseil d'administration au sujet de l'engagement de la personne en charge de la direction générale et des cadres rapportant directement à cette personne, ainsi que de leur rémunération,*

4°

5° la filiale ne peut réaliser d'autres activités que celles liées à l'exploitation journalière des activités exercées dans les secteurs électrique et gazier par le ou les gestionnaires de réseaux associés.

6° afin d'assurer l'exploitation journalière des activités confiées par le ou les gestionnaires de réseau de distribution, la filiale dispose de personnel qualifié, en nombre suffisant, dépendant directement de celle-ci et ne travaillant pas pour un producteur, fournisseur ou intermédiaire ou toute autre société liée ou associée. ».

- Article 16, § 4, du décret électricité :

« La filiale s'étant vu déléguer l'exercice de la mission, conformément au paragraphe 2, ne peut pas déléguer à une sous structure, l'exercice de leurs missions et obligations ainsi confiées. ».

- Article 16, § 5, du décret électricité :

« Tout actionnaire du gestionnaire du réseau de distribution n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne peut détenir directement ou indirectement des parts représentatives du capital social de la filiale créée par ce gestionnaire de réseau de distribution que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts de la filiale stipulent que toute décision exige la majorité des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2° ;

2° ces statuts ne contiennent aucune disposition permettant aux actionnaires visés au présent paragraphe, individuellement ou collectivement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision ;

3° nonobstant l'article 1523-12, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les statuts de la filiale stipulent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2 ;

4° les statuts de la filiale stipulent que, toute personne n'entrant pas dans la catégorie des actionnaires visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, ne peut acquérir ou vendre de parts représentatives du capital social de la filiale qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE ».

- Article 16, § 6, du décret électricité :

« Pour le surplus, les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution s'appliquent à la filiale constituée conformément au paragraphe 2. ».

4. ANALYSE DE LA CANDIDATURE

Lors de son contrôle, la CWaPE a pu constater que le dossier de candidature déposé par RESA contenait bien l'ensemble des éléments requis dans les lignes directrices CD-21e27-CWaPE-0033 relatives à la composition des dossiers de candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité en Région wallonne, émises par le CWaPE le 27 mai 2021.

Aucune information complémentaire n'a été nécessaire.

À la suite de l'analyse de ce dossier, la CWaPE est d'avis que RESA respecte l'ensemble des conditions de désignation énumérées dans la section 3 du présent avis, sous certaines réserves qui ne sont toutefois pas, selon la CWaPE, de nature à remettre en question la désignation de RESA en tant que GRD.

Le détail de l'analyse réalisée pour chacune des conditions de désignation est repris ci-dessous.

4.1. Proposition de la désignation par une commune, au terme d'une procédure transparente et non discriminatoire, basée sur des critères préalablement définis et publiés

La CWaPE a pu constater que :

- la désignation de RESA a bien été proposée par les communes de Comblain-au-Pont et de Fexhe-le-Haut-Clocher ;
- la procédure menée par les communes peut être qualifiée de suffisamment transparente dans la mesure où un appel à candidats a été publié sur leur site internet (et donc rendu accessible publiquement) et envoyé à l'ensemble des GRD « électricité » actuellement actifs sur le territoire de la Région wallonne.

La publication de l'appel au *Moniteur belge* aurait certes sans doute permis d'atteindre une plus grande transparence mais elle n'était pas exigée par les règles applicables en l'espèce et n'a pas été recommandée aux communes par l'Union des Villes et Communes de Wallonie dans le modèle de délibération mis à disposition.

En outre, la CWaPE observe que, malgré la publication au *Moniteur belge* de l'appel à candidatures par certaines communes, aucun nouveau candidat (autre que les GRD déjà actifs actuellement) ne s'est manifesté de sorte qu'il est peu probable qu'un autre candidat potentiel ait subi un préjudice du fait de l'absence de publication au *Moniteur belge* ;

- la décision de ces communes est bien basée sur des critères préalablement définis et publiés, ceux-ci ayant été communiqués dans les appels à candidats ;
- la procédure menée par ces communes (détermination des critères) peut, globalement, être qualifiée de non-discriminatoire, sous la réserve suivante.

Ces communes avaient prévu un critère relatif à l'éclairage public qui visait à comparer les potentiels candidats notamment sur la base du pourcentage de points lumineux remplacés par des LED, ce qui pose question en ce qu'un tel critère paraît favoriser les candidats GRD auxquels les communes ont transféré la propriété du parc d'éclairage public communal par rapport aux candidats GRD qui n'en sont pas propriétaires (*cf. avis CD-21I16-CWaPE-0611 du 16 décembre 2021 relatif à la proposition de désignation de l'AIEG en tant que GRD « électricité » pour le territoire de la ville d'Andenne ainsi que des communes d'Ohey, Viroinval et de Rumes*).

Toutefois, ce constat ne remet pas en cause la proposition des communes concernées dans la mesure où RESA était le seul candidat et n'était pas favorisé par ce critère (RESA n'est pas propriétaire de l'éclairage public communal). En outre, le critère relatif à l'éclairage public n'était pas prépondérant dans les critères de comparaison annoncés par ces communes et n'a donc pas pu décourager un autre candidat potentiel de participer.

La CWaPE est donc d'avis que la candidature de RESA est conforme à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret électricité.

4.2. Détection par RESA d'un droit de propriété ou d'un droit garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau

La CWaPE a pu constater que RESA détient bien un droit de propriété sur les infrastructures et équipements du réseau situé sur le territoire des communes de Comblain-au-Pont et Fexhe-le-Haut-Clocher.

La candidature de RESA est conforme à l'article 3 du décret électricité.

4.3. Respect des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité par RESA et ses filiales

La CWaPE a pu constater que RESA et ses filiales « *RESA Innovation et Technologie* » et « *AREWAL* » respectent bien l'ensemble des règles d'indépendance et de gouvernance prévues aux articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité, énumérées dans la section 3 du présent avis.

Ces trois sociétés ont en effet désormais mis en œuvre l'ensemble des actions demandées par la CWaPE dans son rapport CD 19k25-CWaPE-0069 du 25 novembre 2019 relatif au contrôle du niveau d'implémentation des règles d'indépendance et de gouvernance par les GRD et leurs filiales.

En ce qui concerne toutefois le respect, par RESA et ses filiales, des dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives à la rémunération des administrateurs et titulaires d'une fonction dirigeante locale (articles 7, alinéa 1^{er}, 6^o, et 16, § 6, du décret électricité), la CWaPE attire l'attention du Gouvernement sur le fait que le contrôle de ces dispositions ne relève en principe pas de sa compétence et est assuré par la tutelle.

Sur la base des documents communiqués par RESA, la CWaPE n'a pas relevé de non-conformité en la matière.

4.4. Capacité technique de RESA à gérer le réseau de distribution d'électricité concerné

Afin de contrôler la capacité technique de RESA à gérer le réseau de distribution d'électricité situé sur le territoire des communes concernées et dont RESA assure actuellement la gestion, la CWaPE a examiné les pièces constitutives du dossier de RESA :

- A. La description détaillée de la zone faisant l'objet de la candidature ainsi que des réseaux de distribution et d'éclairage public existants ;
- B. L'organigramme du personnel détaillant les titres de fonctions, les qualifications et le nombre d'ETP par service (pages 674 à 680 du dossier) ;
- C. La liste des missions confiées à des sous-traitants (prestataires de services) (pages 681 à 686 du dossier) ;
- D. L'organisation des services techniques et clientèle (pages 687 à 720 du dossier).

La CWaPE constate que le dossier est complet et conforme aux lignes directrices. La CWaPE n'a pas relevé d'obstacle de nature à empêcher RESA de disposer de la capacité technique pour assurer la gestion du réseau de distribution d'électricité dans les communes visées et ce, dans la continuité des activités exercées actuellement et depuis des années.

La candidature de RESA est conforme à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret électricité, en ce qui concerne l'exigence de capacité technique.

4.5. Capacité financière de RESA à gérer le réseau de distribution d'électricité concerné

Sur la base du dossier de candidature initial de RESA daté du 3 février 2022 et, en particulier des comptes annuels de RESA publiés sur le site de la Banque Nationale de Belgique, la CWaPE a contrôlé que le candidat gestionnaire de réseau dispose de la capacité financière requise conformément à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret électricité. Les conclusions de ce contrôle restent applicables en l'espèce, d'autant plus que les communes de Comblain-au-Pont et Fexhe-le-Haut-Clocher sont déjà actuellement desservies par RESA. La CWaPE renvoie donc à son avis référencé CD-22c24-CWaPE-0892 du 24 mars 2022 à ce sujet.

4.6. Absence d'enclavement

La CWaPE a pu vérifier, pour chacune des deux communes concernées par le présent avis qu'il existait au moins une commune limitrophe ayant également proposé la désignation de RESA. Aucune d'entre elles ne serait donc enclavée au sens de l'article 2, 52°, du décret électricité, en cas de désignation de RESA en tant que GRD pour chacune d'entre elles.

La candidature de RESA est donc conforme à la condition de non-enclavement telle que prévue à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du décret électricité.

4.7. RESA est le seul GRD proposé par la commune concernée pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire

RESA est bien le seul candidat GRD proposé par les communes de Comblain-au-Pont et Fexhe-le-Haut-Clocher, pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur leur territoire.

La candidature de RESA est conforme à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, du décret électricité.

5. AVIS

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003² désignant l'ALE, devenue ensuite TECTEO, en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire des communes de Comblain-au-Pont et Fexhe-le-Haut-Clocher, jusqu'au 26 février 2023 ;

Vu l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région wallonne, publié par le Ministre wallon de l'Energie au *Moniteur belge* du 16 février 2021 ;

Vu les lignes directrices CD-21e27-CWaPE-0033 relatives à la composition des dossiers de candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité en Région wallonne, émises par le CWaPE le 27 mai 2021 ;

Vu l'appel public à candidatures pour la gestion du réseau de distribution électrique sur leur territoire, publié au cours de l'année 2021 sur le site internet des communes de Comblain-au-Pont et Fexhe-le-Haut-Clocher et transmis à l'ensemble des GRD « électricité » actuellement actifs en Région wallonne ;

Vu les délibérations, datées respectivement des 3 février et 28 mars 2022, des Conseils communaux des communes de Comblain-au-Pont et Fexhe-le-Haut-Clocher, proposant la désignation de RESA en tant que gestionnaire de distribution d'électricité pour leur territoire respectif, à compter de l'échéance de la désignation en cours ;

Vu le dossier de candidature de RESA à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de ces communes, transmis à la CWaPE par courrier daté du 25 avril 2022 ;

Considérant qu'il ressort de l'analyse réalisée par la CWaPE, détaillée dans la section 4 du présent avis, que la candidature de RESA répond à l'ensemble des conditions fixées par le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et ses arrêtés d'exécution, sous certaines réserves mineures ;

Le Comité de direction de la CWaPE remet un avis favorable à la désignation de RESA en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire des communes de Comblain-au-Pont et de Fexhe-le-Haut-Clocher, à compter du 26 février 2023.

* * *

² Publié par extrait au *Moniteur belge* du 26 février 2003.